

# SOLIDARITÉ



**FOCUS**

**La discrimination engendre les inégalités**



**SUISSE**  
**SOLIDAR**

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



**Felix Gnehm**  
Directeur de Solidar Suisse

**CHÈRE LECTRICE,  
CHER LECTEUR,**

Dans cette édition, nous examinons la manière dont la discrimination mène aux inégalités. Vous y trouverez de nombreux exemples de l'action de Solidar Suisse qui soutient des personnes qui font l'objet de discriminations dans leur lutte pour leurs droits. C'est ainsi que nous vivons notre devise « Lutter pour un monde équitable ».

Mais qu'en est-il chez Solidar, à l'interne ? Veillons-nous également à ce que nul·le ne soit exclu·e et que chacun·e dispose des mêmes opportunités ?

Solidar Suisse favorise l'inclusion à tous les échelons par le biais de nombreux instruments. Nous nous efforçons, dans le monde entier, de composer des équipes plurielles, comprenant des personnes de toutes couleurs, sexes, croyances religieuses, orientations sexuelles et statuts sociaux. Notre convention collective de travail, nos règlements, notre système salarial et nos procédures d'embauche offrent un maximum de transparence et d'équité. Tou·te·s les membres de notre équipe sont reconnu·e·s pour leurs talents, s'impliquent et se sentent considéré·e·s et écouté·e·s. C'est pour nous le fondement du respect et de l'estime. Pour ce faire, nous développons en permanence notre culture de gestion et d'entreprise. Enfin, un service indépendant, l'« Integrity Line », permet de déposer des plaintes de manière anonyme. De plus, tou·te·s les salarié·e·s ont droit à un conseil indépendant et professionnel en matière de discrimination, de harcèlement moral et sexuel ou de racisme au travail.

Tout cela vise à remplir notre objectif : que personne ne soit victime de discrimination.

**Felix Gnehm**

# SOMMAIRE

04



## Focus – La discrimination engendre les inégalités

- 04 Discrimination et inégalités. Effets sur les possibilités de formation, les conditions de travail et la violence.
- 08 Pour les minorités discriminées au Pakistan : bidonvilles sans équipements ni écoles.
- 09 Jeunes pauvres du Mozambique : exclu-e-s de la formation et pris dans la spirale de la pauvreté.
- 10 Les femmes du Guatemala se défendent malgré la discrimination et la violence.
- 11 Bolivie : la violence à l'égard des femmes empêche leur autodétermination et leur participation.
- 12 Sabin Bieri, de l'Université de Berne, explique comment la discrimination favorise les inégalités.



## 13 Un œil sur

Ukraine : après un an de guerre, Solidar soutient les personnes déplacées à l'intérieur du pays.



## 16 Le défi

Pok Panhavichetr milite pour les droits des femmes et des migrant-e-s au Cambodge.

**14 À chaud**

**15 Solidar recommande**

**17 Chronique**

**18 Sudoku & Revue de presse**

**19 Ensemble & Impressum**

**20 Merci**

# FOCUS - LA DISCRIMINATION ENFANTRE LES INÉGALITÉS





Au Salvador, lors de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, des femmes manifestent pour leurs droits.

Selon le World Inequality Report, entre 1995 et 2021, les 1 % les plus riches ont capté 38 % de la nouvelle richesse, alors que les 50 % les plus pauvres n'ont bénéficié que d'un maigre 2 %. Comment l'augmentation des inégalités est-elle liée à la discrimination ? Comment l'exclusion affecte-t-elle les possibilités de formation, les conditions de travail et les perspectives ? Comment pouvons-nous y remédier ?

## LA DISCRIMINATION RAFFERMIT LES INÉGALITÉS

Texte : Klaus Thieme, responsable des programmes internationaux ; photos : Solidar Suisse ; graphiques : Spinax Civil Voices

« Chacun·e est l'artisan·e de sa fortune. » C'est le mantra néolibéral qui nous est opposé chaque fois que nous désignons les inégalités de notre monde. Il suffit que chacun·e fasse un effort, se plaigne moins, et tout ira bien, comme s'il s'agissait simplement d'un état d'esprit qui ferait défaut aux pauvres et aux défavorisé·e·s. Quiconque n'y parvient pas ne peut s'en prendre qu'à lui-même.

Sans compter que ce dicton ignore tout simplement la moitié de l'humanité, il est en plus l'expression de la tendance classique à jeter le blâme sur la victime (victim blaming). Au lieu de mettre le doigt sur les causes structurelles des inégalités, on accuse les victimes en niant la responsabilité sociale. Cependant, l'une des raisons de cette fracture est que la discrimination engendre les inégalités : des personnes sont moins bien traitées en raison

de leur appartenance à un groupe ou d'un trait de personnalité particulier. Souvent, plusieurs caractéristiques se chevauchent, notamment le sexe, la couleur de peau, l'orientation sexuelle, l'appartenance à une minorité, à un groupe ethnique, à une classe sociale, à une religion ou à une langue particulière ; le statut de natif ou de migrant·e ; une origine rurale, un handicap, l'âge, et ainsi de suite.

### Pas d'accès au monde du travail

Les conséquences sociales et économiques sont considérables. Le coût des établissements d'enseignement empêche les filles et les garçons issu·e·s des familles les plus pauvres d'entrer plus tard sur le marché du travail. Les obstacles systématiques pour avoir accès à l'éducation des filles et des femmes gâchent des talents qui seraient nécessaires au développement économique d'un pays. Les enfants de familles migrantes qui ne peuvent pas fréquenter les écoles publiques ont du mal à s'intégrer et à être accepté·e·s. Celles et ceux qui sont en situation de handicap sont souvent exclu·e·s dès l'école primaire et, par conséquent, du marché du travail.

Si les personnes défavorisées ne peuvent pas aller à l'école ou suivre une formation professionnelle, si les exclu·e·s ne sont pas spécifiquement soutenu·e·s, alors les inégalités structurelles se renforcent. Selon l'organisation internationale du travail (OIT), des centaines de millions de personnes dans le monde souffrent de discrimination sur le marché du travail.

### Femmes davantage affectées

Les inégalités économiques frappent les femmes plus durement que les hommes. La pauvreté et la dépendance à l'égard des structures familiales patriarcales limitent la capacité des femmes à agir et à prendre des décisions ; il leur est donc difficile de se défendre contre la violence. La pluralité des discriminations en augmente le risque.

Voici deux exemples : les femmes handicapées sont plus souvent exposées à des violences physiques ou sexuelles, voire à la stérilisation forcée. Les migrantes et réfugiées ne peuvent guère se défendre contre les menaces d'expulsion ou le refus d'accès aux passeports, en raison de l'incertitude de leur statut, mais aussi du manque de maîtrise de la langue et de connaissance des offres de soutien. Enfin, dans les situations de crise ou de conflit armé, le viol systématique, l'esclavage et l'exploitation des femmes sont fréquents.

### Exclusion du processus de décision politique

La violence et les discriminations économiques ont généralement pour effet d'exclure les personnes concernées des processus de décision politique : seules celles qui ont suffisamment de ressources financières, sociales, psychologiques et intellectuelles ont les moyens de s'impliquer en politique. Quiconque doit s'occuper d'une famille nombreuse et lutter pour le pain quotidien sans jamais être allé·e à l'école, tout en étant exposé·e à la violence ou confronté·e à un tel traumatisme, n'y parvient pas, ou abandonne rapidement. Les mouvances populistes en profitent pour vendre leur politique favorable aux élites avec quelques promesses sociopolitiques ; une tendance observée au Brésil, au Salvador, en Afrique du Sud ou au Cambodge.

La participation politique est généralement limitée aux citoyen·ne·s officiel·le·s, ce qui exclut par définition les migrant·e·s et les minorités. La naturalisation leur est souvent refusée, ou dure des années, voire des décennies. C'est délibéré : de cette manière, des travailleur·euse·s sans pouvoirs ni droits sont disponibles pour le secteur de la plantation ou d'autres emplois précaires, notamment comme domestiques.

### Du champagne pour un cinquième de la population mondiale

Ainsi va l'inégalité de la répartition des revenus dans le monde. Les plus riches vivent de leur capital alors que les plus pauvres portent le fardeau de leur travail.

Les plus riches





**Les 1% les plus riches de la population mondiale possèdent 38% de la richesse mondiale.**

*Un jeune Pakistanais récupère des déchets pour aider ses parents.*

### **Inclure plutôt que discriminer**

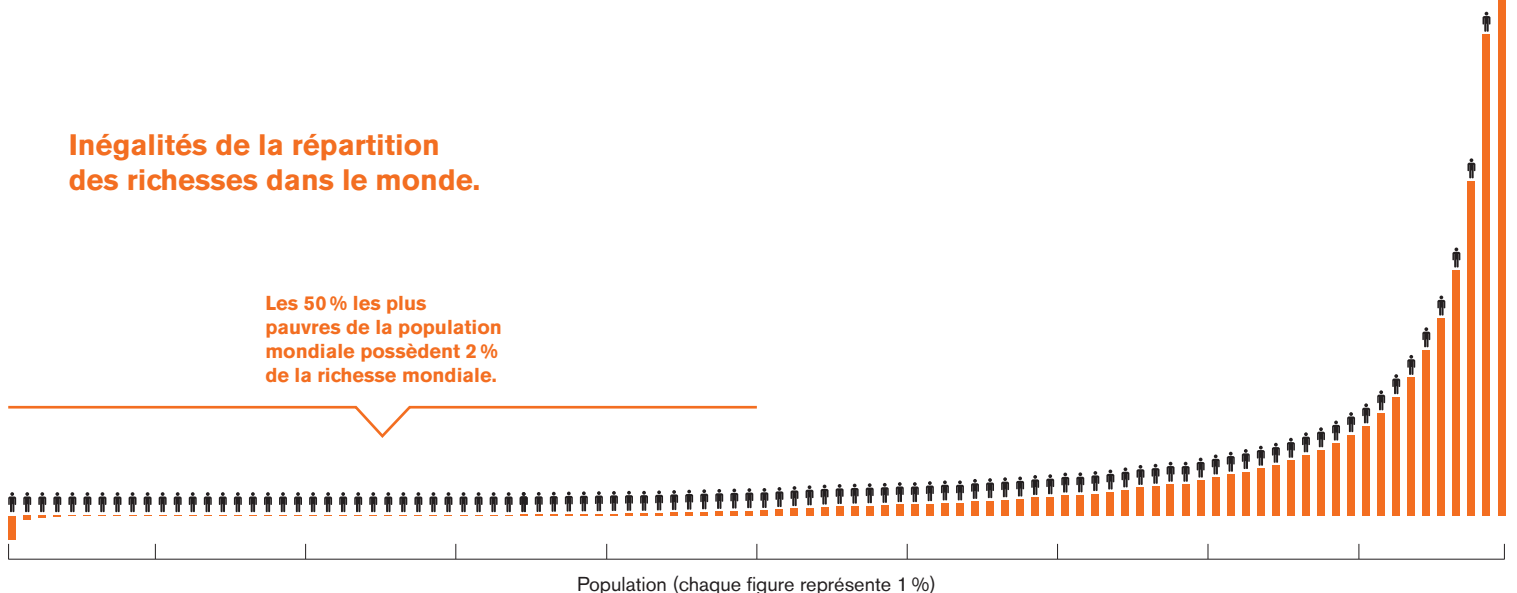
Solidar Suisse lutte contre les inégalités extrêmes et milite pour un travail équitable, la justice sociale, l'égalité des chances et la participation démocratique. Notre vision est celle d'un monde juste, exempt de discrimination, d'exploitation et de violence. Les ressources, les biens, les services et les possibilités économiques doivent être répartis de manière équitable afin de garantir les droits humains dans le monde entier. C'est pourquoi nous soutenons les groupes vulnérables et les familles en situation de précarité, qui ne sont ni des victimes ni des assisté·e·s, mais des femmes et des hommes responsables, qui se battent pour leurs droits.

Nous offrons par exemple un accès à l'éducation aux filles et aux garçons des minorités ethniques au Pakistan (voir page 8) et nous aidons les jeunes issu·e·s de familles pauvres au Mozambique

à suivre une formation professionnelle (voir page 9). Nous soutenons les travailleur·euse·s migrant·e·s en Malaisie dans leur lutte pour leurs droits. Nous appuyons les réseaux en Bolivie et au Guatemala qui luttent en faveur de l'autonomie et s'opposent à la violence de genre et à la discrimination multiple des femmes autochtones (voir pp. 10 et 11). Portant un regard critique sur nous-mêmes, nous essayons de repérer nos angles morts et formons nos collaborateurs·trices aux thèmes de l'inclusion, cette année, par exemple, à la participation des personnes souffrant d'un handicap physique. Nous sommes loin d'avoir atteint notre objectif, mais nous sommes sur la bonne voie, avec nos partenaires issus d'organisations de la société civile, des ONG, des organisations de la base, des mouvements sociaux et des syndicats. Un objectif commun nous unit : mêmes droits et mêmes chances pour tou·te·s !

### **Inégalités de la répartition des richesses dans le monde.**

**Les 50% les plus pauvres de la population mondiale possèdent 2% de la richesse mondiale.**





*Des enfants encouragent leurs camarades lors d'un événement sportif de l'école de la communauté.*

## **EN EXIL DANS LES BIDONVILLES**

Au Pakistan, beaucoup de réfugié·e·s et de minorités vivent dans des bidonvilles. Leurs enfants n'ont généralement pas accès à l'éducation.

*Texte : Zishan Ahmad Siddiqi, coordinateur pays au Pakistan ; photo : Fasiha Maqsood*

En quittant la 7<sup>e</sup> Avenue d'Islamabad, près du célèbre Sunday Bazar, on se retrouve dans un écrin de verdure luxuriant. De magnifiques jardins fleuris ravissent l'œil et de chaque côté se dressent de pompeux bâtiments gouvernementaux. Cependant, à quelques centaines de mètres, la situation change : le bidonville de Rimsha apparaît.

### **Patrie des exclu-e-s**

Il y a beaucoup de bidonvilles à Islamabad. Disséminés à travers la plupart des quartiers de la ville, ils témoignent d'une urbanisation rapide, avec son cortège d'inégalités et de marginalisation. À en croire les prévisions, plus de la moitié de la population pakistanaise vivra dans les grandes villes d'ici 2030. Selon la Banque mondiale, plus de 40 % des habitant·e·s des villes vivent déjà dans des bidonvilles : réfugié·e·s afghan·e·s, déplacé·e·s internes, minorités religieuses et ethniques.

Ces personnes sont souvent allées en ville pour trouver du travail et de meilleures conditions de vie. Leurs espoirs sont d'ordinaire déçus. Elles sont stigmatisées comme criminel·le·s et incultes, les équipements de base et les installations sanitaires sont quasi inexistantes, l'accès à la santé et à l'éducation est difficile. « Si les enfants peuvent aller à l'école, elles et ils ne bénéficient pas d'une éducation de qualité et sont convaincu·e·s qu'elles et ils ne trouve-

ront pas de travail convenable », explique Maria Saif, enseignante à l'école communautaire de Rimsha.

### **Nouvelles perspectives**

Depuis 2014, Solidar Suisse permet aux enfants marginalisé·e·s d'accéder à l'éducation grâce à des écoles communautaires. Lorsque nous avons commencé à y travailler en 2021, le bidonville de Rimsha avait été durement touché par la pandémie de Covid-19. Les emplois et les entreprises avaient disparu, et comme les parents n'avaient pas de travail, les enfants ont dû contribuer aux revenus. L'éducation, en particulier pour les filles, n'était plus un sujet de discussion. Solidar a soutenu la seule école des environs, fournissant du matériel pédagogique aux enseignant·e·s et payant leurs salaires.

Aujourd'hui, les parents commencent à y envoyer leurs enfants. « J'ai parlé à de nombreuses femmes et j'ai réussi à obtenir l'inscription de deux filles qui n'allaient pas à l'école avant », explique Naseem Akhter du comité scolaire. L'équipe de Solidar a parlé aux parents, aux enfants et à la communauté de l'importance de l'éducation et a organisé des événements sportifs afin de réintroduire des activités de loisirs après la pandémie. « Ma vie a complètement changé lorsque j'ai intégré l'école communautaire », raconte Nadia Ashraf, une élève. Avant, elle n'osait pas parler aux autres enfants. « Maintenant, ça me fait plaisir. »

## ROMPRE LE CERCLE VICIEUX

Au Mozambique, la pauvreté empêche beaucoup de jeunes de suivre une formation. Solidar améiore leurs perspectives en leur offrant des bourses et des formations accélérées.

*Texte : Francisco Palma Saidane et Beat von Däniken, responsable de la communication et coordinateur pays pour le Mozambique ; photo : Davide Lourenço*

« J'ai fait 700 kilomètres depuis Bilene jusqu'à Chimoio pour suivre une formation. Pendant cette période, je logeais à l'école », raconte Elsa Massingue, 22 ans. Elle fait partie des nombreux·ses jeunes Mozambicain·e·s qui n'ont guère la possibilité d'apprendre un métier en raison de la pauvreté de leur famille. Beaucoup d'enfants sont au travail et seul un tiers d'entre elles et eux fréquentent l'école secondaire, ce qui affecte leur avenir. La plupart survivent tant bien que mal en tant que paysan·ne·s, comme leurs parents, car il n'y a pas d'autres possibilités à la campagne.

Le cercle vicieux se perpétue : les difficultés liées à la pauvreté débouchent sur l'exclusion et des inégalités encore plus grandes. La situation des jeunes filles est encore pire : soit elles se marient tôt, soit elles assument le travail domestique de leur propre famille. Ainsi, en 2015, près de la moitié des filles en âge d'être scolarisées n'allaient pas à l'école.

### La formation professionnelle, une clé

Pour sortir de ce cercle vicieux, Solidar Suisse finance des bourses et l'hébergement dans des instituts de formation professionnelle pour les jeunes défavorisé·e·s des régions reculées, qui deviennent ainsi menuisier·ère, agriculteur·trice, comptable, électricien·ne, couturier·ère ou spécialiste de l'hôtellerie-restauration. Comme un diplôme professionnel ne garantit pas un emploi, nous les aidons à créer une start-up. En équipes de trois au minimum, elles et ils développent un business plan, soumis à un jury. La Luncheonette d'Elsa Massingue, Tamara Munchanga et Will Rajabo figurait parmi les neuf projets sélectionnés. Et elle tourne. La stratégie consistant à se démarquer des autres snacks avec des menus variés et un accueil chaleureux a porté ses fruits : « Nous avons quotidiennement 15 à 20 client·e·s, dont certain·e·s viennent tous les jours », explique fièrement Elsa Massingue.

### Formations accélérées au domicile

Certain·e·s jeunes n'ont pas les moyens de suivre une formation en raison des trajets. En collaboration avec Helvetas, Solidar a mis au point à leur intention une formation sur six mois : des artisan·e·s



*Pezai Saize travaillant sur la commande d'un client dans son atelier de métallurgie qu'il gère avec deux collègues.*

reconnu·e·s reçoivent une formation de formateurs·trices et s'engagent en contrepartie à instruire cinq jeunes artisan·e·s, qui reçoivent un certificat officiel et l'équipement nécessaire pour créer leur propre petite entreprise.

Ainsi, l'an dernier, 200 jeunes ont été initié·e·s à différents métiers pratiques, créant douze start-up. En outre, elles et ils font avancer l'idée, comme Pezai Geraldo Saize, qui a ouvert un atelier de métallurgie avec deux collègues : « Mon rêve est de donner du travail à d'autres jeunes. »



### Votre don est utile

Avec un don de 50 francs, un·e jeune issu·e d'un milieu pauvre s'inscrit pour un an dans un institut de formation professionnelle. Avec 60 francs, il ou elle couvre ses frais annuels d'alimentation. 140 francs permettent à un·e jeune d'apprendre un métier en six mois auprès d'un·e artisan·e local·e.

## DOUBLE DISCRIMINATION

Au Guatemala, la violence structurelle à l'égard des femmes autochtones engendre des inégalités extrêmes. Mais ces dernières s'organisent en dépit des circonstances.

*Texte : Monika Hess, responsable programmes Amérique centrale ; photo : Solidar Suisse*

Au Guatemala, les autochtones subissent des discriminations dans tous les domaines : elles et ils suivent une scolarité de quatre ans en moyenne, contre un peu moins de sept ans pour les non-autochtones. La pauvreté extrême concerne 40 % d'entre elles et eux, contre 13 % de la population non-autochtones. Deux tiers de leurs enfants de moins de 5 ans, contre la moitié pour le reste de la population, souffrent de malnutrition chronique, dont les effets sont irréversibles sur leur développement et leur santé, avec des conséquences pour toute leur vie.

### Un enracinement dans le colonialisme

Profondément enracinée dans le colonialisme, cette discrimination imprègne la société guatémaltèque jusque dans ses conflits fonciers : au cours de la colonisation, les populations autochtones ont été refoulées vers les terres les moins productives. Une expropriation qui se poursuit aujourd'hui. Ainsi, contrairement au droit international, l'accord des populations autochtones relatif à l'exploitation de la mine de nickel de l'entreprise suisse Solway sur leurs terres à El Estor n'a jamais été demandé. Les femmes et les filles autochtones souffrent en outre de la discrimination du fait du patriarcat. Souvent dépendantes de leur partenaire, les femmes possèdent moins de terres et travaillent plus fréquem-

ment de manière informelle ; elles sont plus susceptibles d'être exploitées. Elles ont en outre moins accès à l'éducation : seule une sur deux sait lire et écrire. « Dans nos communautés, on nous apprend seulement à être mère. Ils disent que tu vas te marier et devenir mère. C'est triste de voir des filles de 13 ans avec des enfants », dit Margarita Ixcoy, 18 ans, qui a participé à un atelier de sensibilisation à la violence et à la discrimination. Malgré la répression, de nombreuses organisations et réseaux féministes luttent contre l'oppression historique des femmes autochtones et agissent pour une vie sans violence et en faveur des droits sexuels.

### Sortir de la spirale de la violence

Si la violence touche aussi les femmes en général, les femmes autochtones ont moins de possibilités de se libérer des situations violentes. La grande pauvreté les rend encore plus dépendantes des auteurs, ce qui rend plus difficiles une séparation et une plainte à leur encontre. Leur accès à la justice est compliqué en raison de l'éloignement des tribunaux, qui sont déconnectés de leur réalité et ne siègent pas dans leur langue maternelle. Victimisation, stigmatisation et culpabilisation sont leur lot quotidien. Solidar Suisse collabore avec des organisations de femmes qui aident les victimes à se libérer de la spirale de la violence. Elles

organisent des groupes d'entraide et s'engagent ensemble contre la violence, notamment lors d'ateliers qui regroupent des hommes, des femmes et des jeunes, comme Margarita, visant à remettre en question les vieux schémas. C'est un succès : « Beaucoup de jeunes femmes connaissent la violence, et ici, nous pouvons surmonter notre peur », dit Maria Avila, 17 ans.



*L'extrême pauvreté, la faim, le manque d'accès à l'éducation : au Guatemala, les femmes autochtones sont lourdement pénalisées.*

## LA POINTE DE L'ICEBERG

La violence à l'égard des femmes empêche leur autodétermination et leur participation tout en accentuant les inégalités. En Bolivie, Solidar se mobilise pour une vie digne et sans violence.

Texte : Bernarda Sanabria, coordinatrice du projet Vida digna sin violencia ; photo : Vassil Anatasov



*Dans tout le pays, des centres de conseil SLIM soutiennent les personnes victimes de violence.*

La violence à l'égard des femmes réduit à néant l'égalité, le développement et la dignité de la vie. Elle soumet les femmes à la discipline de la société patriarcale, comme la partie visible de l'iceberg. Or, le fait que les femmes ne puissent pas disposer de leur corps, de leur sexualité et de leur reproduction reste caché. Souvent sans accès aux ressources économiques, elles n'ont pas leur mot à dire dans les décisions personnelles, familiales et sociales.

Ce n'est donc pas un hasard si la Bolivie, qui affiche le quatrième taux de féminicide le plus élevé d'Amérique latine, connaît également de fortes inégalités entre les sexes et qu'une grossesse sur six concerne une adolescente. De plus, l'emploi informel concerne un peu plus des deux tiers de la population active, soit l'un des taux les plus élevés du monde. La pandémie a encore aggravé la situation. Le nombre de jeunes et de femmes sans emploi a presque quadruplé entre 2019 et 2020.

### La violence, un trait du patriarcat

La détérioration de la situation économique a eu à son tour un impact direct sur la liberté d'action des femmes. C'est ce que raconte Petrona Cuarete qui, en tant que Mama T'alla, jouait un rôle de meneuse traditionnelle au sein de sa communauté autochtone : « Malgré mes six enfants, j'étais Mama T'alla, car mon mari m'a soutenue. J'ai dû souvent rester à la maison durant la pandémie. Et soudain, des rumeurs ont circulé dans la communauté comme quoi

il était temps que je m'occupe de ma famille. Ils ont aussi fait pression sur mon mari. Ils ont tout simplement oublié ce que j'ai fait pour la communauté. »

### L'autonomie comme fondement

Dix ans après l'entrée en vigueur de la loi contre les violences faites aux femmes en Bolivie, la situation n'a guère évolué. Sur dix femmes qui portent plainte pour violence, sept abandonnent la procédure du fait de leur dépendance affective et économique vis-à-vis de l'auteur. Elles ont des enfants avec lui et ne reçoivent aucun soutien », raconte Tatiana Herrera, du service de consultation SLIM.

Solidar Suisse favorise l'autonomie des femmes avec le projet *Vida digna sin violencia* (Vie digne sans violence), afin qu'elles puissent exercer pleinement leurs droits. Cela implique une vie sans violence, des droits sexuels et reproductifs, l'indépendance économique et la participation politique. Les lesbiennes et les personnes trans sont encore plus discriminées dans la mesure où elles sont en décalage avec les stéréotypes de genre.

Dans les centres de conseil SLIM, toutes les personnes touchées par la violence reçoivent un soutien et dans 50 communautés, nous renforçons les capacités des femmes à changer les rapports de force grâce à une approche multidimensionnelle. En outre, en matière de prévention, nous travaillons avec les hommes pour faire évoluer les représentations de la masculinité qui encouragent la violence.



## LA VIOLENCE EST UNE MISE EN SCÈNE DU POUVOIR

Sabin Bieri, directrice du Centre for Development and Environment à l'Université de Berne et membre du comité directeur de Solidar Suisse, explique comment la discrimination engendre les inégalités.

Interview : Katja Schurter, rédactrice du magazine Solidarité

### Comment la discrimination contribue-t-elle aux inégalités ?

Les catégories selon lesquelles les personnes sont exclues sont des marqueurs sociaux. Certes, la discrimination fondée sur la loi a diminué dans le monde entier, en particulier en ce qui concerne l'égalité entre les sexes. Cela ne veut pas dire que l'égalité des chances a progressé. L'interdiction de la discrimination salariale et l'évolution du droit matrimonial ne se traduisent pas forcément dans la réalité. Les discriminations et les inégalités économiques s'accumulent souvent.

### Peux-tu donner un exemple ?

La corvée d'eau est un classique : les femmes y passent des heures. Pour les en débarrasser, des conduites d'eau ont été installées dans les foyers. Les femmes ont alors perdu l'occasion de sortir, de se rencontrer et de créer des liens. Dans un cas au nord

du Maroc, ce système a renforcé le contrôle des hommes. Une pompe sur la place du village est peut-être une meilleure solution. Autre problème : la violence domestique augmente lorsque les femmes gagnent en influence et en indépendance économique. Les hommes craignent de perdre le contrôle. Une intervention professionnelle sur le genre tient compte de la résistance potentielle des hommes.

### Pourquoi a-t-on fait plus de progrès en matière de discrimination à l'égard des femmes que dans d'autres domaines ?

Le mouvement féministe a fait du bon travail. Il a démontré que des mesures équitables pour les hommes et les femmes profitent à toute la société. L'égalité des sexes est désormais une priorité dans la coopération internationale. Globalement, les effets négatifs comme la discrimination

salariale et l'accès aux ressources se multiplient à mesure que les facteurs d'exclusion s'accumulent dans une vie. Les femmes occupent toujours des emplois mal rémunérés, même si elles ont rattrapé leur retard en matière d'éducation. C'est problématique, car l'indépendance économique est le levier principal de la résorption des inégalités.

### Comment la violence accentue les inégalités ?

La violence est invariablement une mise en scène des rapports de force existants, elle réduit les possibilités des victimes de se défendre contre les inégalités de traitement, avec des conséquences psychologiques inimaginables.

### Comment briser le cercle vicieux des discriminations et des inégalités ?

Il faut des mesures venant d'en bas comme l'organisation collective, et d'en haut, par le biais de prises de position, d'incitations et d'interdictions. Nous devons contrôler étroitement leur impact et réagir si la situation n'évolue pas dans la direction souhaitée, tout en se rappelant de ne jamais considérer nos victoires comme acquises, voyez le débat actuel sur l'avortement aux États-Unis.

### Que devons-nous faire au nord, nous les ONG comme Solidar ?

Ne pas nous mettre en avant comme celles et ceux qui ont tout compris, mais apprendre ensemble. Nous devons toujours nous exposer aux frictions, par exemple en fixant des quotas. Dans le contexte de la coopération internationale, nous ne devons pas non plus nous cacher derrière des arguments culturels pour ne rien faire.

# LA FIN DE LA GUERRE N'EST PAS EN VUE

Un an après le début de l'invasion en Ukraine, nous soutenons les personnes qui ont presque tout perdu.

Texte : Vera Haag Arbenz, responsable aide humanitaire ; photo : Solidar Suisse

En octobre dernier, la guerre en Ukraine est entrée dans une nouvelle phase : les infrastructures civiles ont subi des bombardements croissants. La fin ne semble pas en vue. Les attaques contre les infrastructures énergétiques ont entraîné des coupures de courant généralisées et des interruptions de l'approvisionnement en chauffage et en eau. Le manque de combustible et d'électricité est une menace existentielle pour de nombreuses familles, sans chauffage dans leurs maisons sinistrées.

## Grand nombre de victimes civiles

À la fin de l'année dernière, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme évoquait plus de 17 000 victimes civiles. Les chiffres sont probablement plus élevés, car il est impossible de les vérifier dans les territoires occupés. Selon l'OCHA, le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU, 17,5 millions de personnes ont besoin d'une aide d'urgence, en particulier dans les régions de l'est et du sud du pays. Selon le gouvernement ukrainien, plus de 800 000 maisons ont été détruites. Des milliers de personnes vivent dans des abris collectifs ou des immeubles sinistrés. Outre le froid, il ne faut pas sous-estimer le fardeau psychologique, notamment l'inquiétude pour les membres de la famille restés à l'Est et l'incertitude quant à l'évolution de la guerre. Les coupures de courant de longue durée et des alertes aériennes presque quotidiennes compliquent

la planification du travail de nos collègues et de nos organisations partenaires sur le terrain, ce qui exige une flexibilité et une résistance extrêmes.

## Aide humanitaire pour les réfugié-e-s en Roumanie

Déjà depuis mars 2022, nous fournissons une aide humanitaire aux réfugié-e-s en Roumanie avec des organisations partenaires locales. À Timisoara, nous avons distribué plus de 3500 bons alimentaires et à Brasov, nous avons réalisé des transferts d'argent en faveur de plus de 2100 personnes. Les réfugié-e-s reçoivent des informations sur les logements, les services de santé, les écoles, l'emploi et les transports, ainsi que sur leurs droits et responsabilités, dans des centres d'information et par le biais des réseaux sociaux. De plus, un soutien psychosocial leur est également proposé. Au début, beaucoup espéraient un retour rapide. Cependant, la destruction de leur logement les en empêche, de sorte que l'accent est mis sur les cours de langue, les possibilités d'éducation et de travail.

## Soutien en Ukraine

En septembre, Solidar Suisse a lancé un projet en Transcarpatie et à Vinnytsia, en collaboration avec les organisations locales Vostock SOS et VIS, pour offrir des conseils psychosociaux à 2500 réfugié-e-s internes. Au début de l'année, nous avons étendu le projet et plus de 2500 personnes supplémentaires reçoivent de l'argent pour couvrir leurs besoins de base et acheter des vêtements d'hiver. Grâce à l'installation de chauffages mobiles dans 800 maisons, les familles peuvent chauffer au moins une pièce. De plus, nous déplaçons 4000 personnes de Dnipro, à l'est du pays, vers des zones plus sûres, dont beaucoup de personnes âgées ou souffrant de handicaps physiques qui ne peuvent plus quitter leur domicile dans de bonnes conditions. La reconstruction et un soutien à long terme de la société civile en Ukraine sont également pris en compte dans la planification afin que la population affectée puisse bénéficier d'une aide durable.

*Nina Scherbyna, 93 ans, a fui la guerre et vit désormais dans un hébergement d'urgence à Uzghorod, dans l'ouest de l'Ukraine.*





Photo : Taslima Akhter

## BANGLADESH : VERS UNE INDUSTRIE DU CUIR DURABLE

Solidar Suisse lancera en mars au Bangladesh un projet de trois ans visant à améliorer les conditions de travail dans les tanneries, les usines de chaussures et les fabriques d'articles en cuir, pour rendre cette industrie plus durable. Notre partenaire local, l'OSHE, soutient les syndicats, les groupes environnementaux, les organisations de femmes et de la base à proximité des usines, qui s'efforcent d'introduire et de faire respecter des règles sociales et environnementales dans ce secteur. Les représentant·e-s de l'État, les employeur·euse-s et les enseignes internationales sont sensibilisé·e-s et responsabilisé·e-s pour mettre en œuvre le droit à un travail sûr et sain, tel que défini par l'Organisation internationale du travail.

## PÉTITION POUR DES MULTINATIONALES RESPONSABLES

Deux ans exactement après la votation sur l'initiative pour des multinationales responsables, les initiant·e-s, dont Solidar Suisse, ont remis le 1<sup>er</sup> décembre une pétition à la Chancellerie fédérale. Les 217 509 signatures ont été recueillies en 100 jours. La pétition demande au Conseil fédéral et au Parlement d'introduire une loi efficace sur la responsabilité des entreprises, comme cela est prévu pour l'UE. Début 2023, la Commission européenne a présenté une nouvelle directive qui prévoit une obligation de diligence transversale associée à des dispositions en matière de responsabilité et à des autorités de surveillance. La directive devrait être adoptée d'ici fin 2023. Si la Suisse n'agit pas, elle sera à la traîne en matière de responsabilité des multinationales.



Image : Coalition pour des multinationales responsables



Image : Spinas Civil Voices

## VOUS AVEZ ÉTÉ NOMBREUX-EUSES À DÉFIER LES MILLIARDAIRES

Fin 2022, Solidar Suisse a lancé sa campagne « Défions les milliardaires » pour dénoncer l'augmentation des inégalités et en appeler à la responsabilité de celles et ceux qui profitent le plus du système économique actuel : les milliardaires. Nous les avons mis au défi de s'engager en faveur d'un monde équitable. Qu'aucun·e n'y ait réagi était prévisible. En revanche, les dons du reste de la population, et notamment des militant·e-s de Solidar, nous ont rendus très confiants : plus de 1000 personnes ont montré leur volonté de lutter contre les inégalités dans le monde. Elles nous encouragent à continuer la lutte aux côtés des plus défavorisé·e-s pour un monde équitable.

## EN MOUVEMENTS

Comment représenter le mouvement dans l'histoire, au sein de notre société ? Et comment s'incarne-t-il dans le quotidien d'une ville, comme Neuchâtel par exemple ? L'exposition permanente du Musée d'art et d'histoire de Neuchâtel retrace à travers ses collections les déplacements qui ont marqué et marquent encore la ville, les individus, les objets et les idées.

Texte : Sylvie Kipfer, Communication Suisse romande

C'est au rez-de-chaussée du bâtiment, sur une surface de près de 800 m<sup>2</sup>, que se déroule la visite, de siècle en siècle, des peintures aux armes et parures de guerre, des petites annonces datées des années 1960 aux fantômes bien plus récents de l'artiste suisse Peter Aerschmann. Au total, 200 objets. Il s'agit bien ici de faire dialoguer les différentes disciplines au gré des époques.

La visiteuse ou le visiteur fait tout d'abord face à une introspection sur le mouvement en observant au plafond une installation lumineuse qui se balance sans courant d'air, tout en réfléchissant aux femmes et aux hommes qui ont franchi les frontières de la ville ou du canton pour explorer de nouveaux horizons.

### De la guerre à l'humanitaire

C'est en poursuivant la réflexion qu'une autre salle nous propose de revenir sur les guerres qui, depuis la Révolution française, ont dévasté le continent européen et poussé de nombreuses personnes à quitter leur pays afin de trouver refuge dans des contrées plus douces.

Il nous est rappelé que le canton de Neuchâtel faisait déjà exemple de solidarité en accueillant, lors de la guerre franco-allemande (1870–1871), 87 000 soldats dans la commune des Verrières. Une occasion de se rappeler la vocation humanitaire de la Suisse alors que la Croix-Rouge était fondée cinq ans auparavant. Dans le contexte actuel, cette vocation reste de mise.

### Neuchâtel : le passé colonial

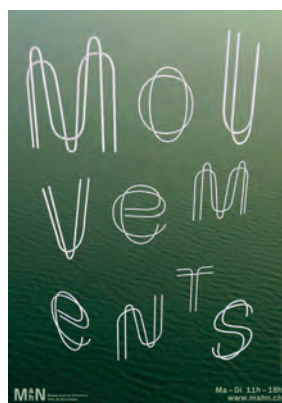
Au-delà des réflexions, en passant par la croissance du commerce des marchandises et des artistes parti-e-s à la conquête des grandes capitales européennes, l'exposition appelle à un retour vers le passé colonial de la ville de Neuchâtel. Aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, plusieurs Neuchâtelois-e-s ont été impliqué-e-s dans la traite négrière et l'esclavage que ce soit en possédant des plantations, en finançant des expéditions négrières ou en négociant des produits de la traite.

Les images des bâtiments possessions des habitant-e-s impliqué-e-s et quatre interviews filmés de professeur-e-s universitaires optent pour la fin du silence et une détermination à tirer des leçons du passé.

### Et aujourd'hui ?

Arrivé-e dans la dernière pièce consacrée à l'exposition, la visiteuse et le visiteur laisseront glisser leur regard sur un mur pavé de petites annonces datées des années 1960 et tirées des archives du quotidien neuchâtelois. Si ces annonces nous rappellent que les migrant-e-s ont contribué au développement économique et culturel du pays, elles évoquent également les discriminations dont elles et ils ont pu faire l'objet. Qu'en est-il aujourd'hui alors que les déplacements se sont intensifiés ? Qu'en sera-t-il demain alors que de nombreuses personnes prendront les routes de l'exil face aux conséquences du changement climatique ou des conflits ? Peut-être trouverez-vous des ébauches de réponse dans les œuvres qui peuplent l'exposition.

Et si le thème de la mobilité explorée dans un cadre pluridisciplinaire ne vous a pas convaincu, l'exposition donne également accès à la nouvelle salle des trois automates Jaquet-Droz. Leur mise en mouvement le premier dimanche de chaque mois aura certainement de quoi susciter votre admiration.



L'exposition permanente « Mouvements » se visite du mardi au dimanche, de 11 h à 18 h au Musée d'art et d'histoire de Neuchâtel. Prix du billet : 8 CHF.



## « LES FEMMES DOIVENT SE MOBILISER ET LUTTER POUR LEURS DROITS »

Pok Panhavichetr milite pour les droits des femmes au Cambodge. Survivante du régime de Pol Pot, elle souhaite que tout le monde puisse mener une bonne vie.

*Texte et photo : Katja Schurter, rédactrice du magazine Solidarité*

« J'ai une passion, la défense des droits des femmes », affirme Pok Panhavichetr, responsable de l'organisation partenaire de Solidar Cambodian Women's Crisis Centre (CWCC). Politologue et interprète engagée depuis plus de trente ans dans des actions en faveur des femmes, elle a pris la tête de l'organisation en 2010. « Il y a si peu de femmes à des postes de direction », constate-t-elle. « Elles sont moins bien formées, ne sont pas promues au travail et beaucoup sont battues par leur mari. » C'est pourquoi le CWCC a créé un centre d'accueil pour femmes à Banteay Meanchey, à la frontière avec la Thaïlande, pour offrir un refuge aux femmes victimes de violence et aux migrantes revenant au pays.

### **Seule perspective : la migration**

En effet, dans la région frontalière, de nombreuses personnes se rendent en Thaïlande pour trouver un emploi. Le Cambodge est pauvre et son voisin a besoin de main-d'œuvre pour son économie florissante, dans les secteurs de la pêche, de l'agriculture, de la construction, du textile ou du tourisme

du sexe. La plupart des demandeur-euse-s d'emploi traversent la frontière par des voies informelles, car si la migration légale est possible, elle est fastidieuse et coûteuse. Mais elles et ils courent le risque de se faire arnaquer par des intermédiaires sans scrupules, voire arrêter et rapatrier en Thaïlande. « Nous ne pouvons pas empêcher les gens d'aller en Thaïlande, mais ils devraient le faire par des moyens sûrs », conseille Pok Panhavichetr. C'est pourquoi le CWCC fournit des informations sur les risques de l'immigration clandestine et les alternatives légales. Des groupes d'entraide permettent aux rapatrié-e-s d'échanger leurs expériences, de recommander de bons emplois, de se mettre en garde contre les employeurs et les intermédiaires malhonnêtes. Dans des groupes d'épargne, elles et ils se prêtent de l'argent, pour émigrer ou pour améliorer leurs conditions de vie. En effet, l'endettement est un problème majeur. Les dettes sont directement déduites du salaire et il est difficile de se défendre contre l'exploitation en raison de cette dépendance.

*Pok Panhavichetr souhaite voir davantage de femmes aux postes de direction.*

**Carlo Sommaruga**  
Président de Solidar



### **Créer des perspectives**

« Pendant la pandémie, il y a eu entre 200 et 300 déportations par jour », confie Pok Panavichetr. « Qui-conque vit dans la région retourne souvent dans sa communauté, mais celles et ceux qui viennent de l'intérieur du pays ou qui ont travaillé pendant des années en Thaïlande ne savent pas où aller. » C'est pourquoi l'organisation partenaire de Solidar propose une formation professionnelle et des aides au démarrage pour permettre aux personnes revenues au pays de se bâtir un avenir. Les femmes, notamment, se trouvent souvent en difficulté : « Elles n'ont pas de terre et peu de possibilités, c'est pour cela qu'elles sont parties. Certaines essaient de trouver un emploi dans une usine, mais si elles ont plus de 40 ans, ce n'est guère possible », commente Pok Panhavichetr, qui est heureuse de redonner de l'espoir par son travail. En effet, elle s'estime chanceuse d'avoir survécu au régime de Pol Pot.

### **Survivre par chance**

Pok Panhavichetr avait 18 ans en 1975 lorsque Pol Pot a pris Phnom Penh et a déporté la population urbaine à la campagne pour des travaux forcés. « Un jour, je devais faire un remblai. Je ne savais pas comment faire, je ne connaissais rien à l'agriculture. Ils ont alors pensé que j'étais la fille du commandant précédent, ce qui équivalait à une condamnation à mort. Puis j'ai attrapé la malaria. À l'infirmerie, l'infirmière a vu que je pouvais à peine marcher et l'a dit à mes persécuteurs. C'est la seule raison pour laquelle ils ne m'ont pas mise à mort », explique-t-elle. « Après, j'ai survécu parce que je ramassais des légumes sauvages et que tout le monde m'aimait pour mon talent de conteuse. Il n'y avait pas de distraction. » Lorsque les Khmers rouges se sont retirés après presque quatre ans de terreur, Pok Panhavichetr a retrouvé son village, en ruine. Son père et ses onze frères et sœurs étaient mort·e·s de faim ou avaient été exécuté·e·s, sa mère seule ayant survécu. Elle s'est jetée à corps perdu dans le travail. « Je voulais être active », se rappelle-t-elle. Après ses études, elle s'est engagée dans la coopération internationale, et s'est mise à défendre les droits des femmes : « La vie dépend de la façon dont on la vit. Je ne veux pas que les femmes vivent dans l'ombre. Elles doivent se mobiliser et lutter pour leurs droits. »

### **Ici et là-bas :**

#### **Que la Suisse agisse !**

Malheureusement, notre pays, comme bien d'autres, est affecté par des discriminations. La première, qui pèse fortement sur les femmes, est la différence salariale. D'autres discriminations, moins visibles, touchent notre société : celles en raison de l'origine, de la couleur de peau, de l'orientation sexuelle ou encore de la religion. Elles sont à l'œuvre de manière insidieuse, notamment dans l'accès au travail, au logement ou à d'autres domaines encore.

Sans surprise, ces discriminations sont également présentes dans les pays à faible revenu. Elles y sont même amplifiées par des facteurs culturels, historiques, mais surtout économiques. Les discriminations à l'égard des femmes sont renforcées par le machisme local. Les peuples autochtones et les Afros-descendant·e·s de l'époque coloniale, qui étaient déporté·e·s particulièrement en Amérique du Nord et Sud, sont structurellement marginalisé·e·s et appauvri·e·s. Mais, c'est avant tout la domination économique, héritée des époques coloniales et stimulée par le libre-échange libéral actuel ainsi que l'emprise des multinationales sur les économies locales qui entretiennent les discriminations et renforcent les inégalités existantes.

Notre pays peut participer à enrayer cette dynamique par des accords de libre-échange intégrant des clauses sociales contraignantes et une responsabilité pour des multinationales, comme le demande la récente pétition déposée par plus de 200 000 citoyennes et citoyens.

			5		2			
					4			7
7	2	5			6	1		
			6			2		
2		7				3		6
		8			9			
		6	2			8	5	1
8			9					
			4		5			

**Solution :**

--	--	--	--	--	--	--	--	--

## LE SUDOKU DE SOLIDAR

Complétez les cases vides avec les chiffres 1 à 8. Chaque chiffre ne peut figurer qu'une seule fois sur chaque ligne, dans chaque colonne et dans chacun des carrés de 3x3 cases.

La solution se trouve dans les cases grises lues horizontalement, selon la clé suivante :

1=G, 2=S, 3=E, 4=I, 5=N, 6=T, 7=L, 8=A

Envoyez la solution à Solidar Suisse sur une carte postale ou par courrier à [contact@solidar.ch](mailto:contact@solidar.ch), objet « sudoku »

**1<sup>er</sup> prix** Un étui d'ordinateur portable du Women Crisis Center au Cambodge

**2<sup>e</sup> prix** Une pochette pour les pièces de monnaie du Women Crisis Center au Cambodge

**3<sup>e</sup> prix** Un marque-page en argent de Bolivie

**La date limite d'envoi est le 17 mars 2023.** Le nom des gagnant-e-s sera publié dans le Solidarité 2/2023. Aucune correspondance ne sera échangée concernant ce concours. Tout recours juridique est exclu. Les collaborateurs-trices de Solidar Suisse ne peuvent pas participer au concours.

La solution du concours paru dans le Solidarité 4/2022 était «Race to the bottom». Jean Vignon de Vouvry a gagné une serviette du Burkina Faso, Brigitte Gueng de Rüti un marque-page en argent de Bolivie et Françoise Taboada de Ste-Croix des mangues du Cambodge.

## LE TEMPS

### En marge du WEF, Oxfam propose une taxation des super-riches

Le Temps, 17.1.2023

À l'occasion de l'ouverture du Forum économique mondial (WEF) de Davos, l'ONG Oxfam a publié son rapport sur les inégalités. Selon l'organisation, une meilleure imposition des plus riches de la planète permettrait de réduire l'écart qui n'a cessé de s'accroître durant ces dernières années entre les plus précaires et les plus fortunés, et permettrait par-là d'enrayer durablement la pauvreté. Une « taxation honnête » des personnes les plus riches de la planète pourrait ainsi constituer pour les chefs d'État un « instrument contre les inégalités extrêmes », affirme de son côté l'ONG Solidar Suisse, qui soutient les revendications d'Oxfam. En Suisse, l'application d'une telle imposition rapporterait 37,1 milliards de dollars par an. « Ce montant permettrait à lui seul d'augmenter les recettes fiscales de 4,6 % du produit intérieur brut, soit suffisamment pour tripler le budget alloué à la santé », poursuit l'ONG.



### À vot' bon cœur, messieurs dames !

À bon entendeur, RTS Un, 20.12.2022

On les appelle des dialogueuses ou des dialogueurs. On les trouve sur les places publiques, dans les halls de gare ou devant les commerces. Ils portent les logos de différentes organisations caritatives, mais n'en sont pas membres. Ce sont avant tout des professionnels du contact direct, des pros de la collecte de dons spécifiquement engagés pour ça par Corris, une entreprise spécialisée dans la recherche de fonds. Ce jour-là, sur la place de la Riponne à Lausanne, les dialogueuses et dialogueurs de Corris recrutent des donateurs pour Solidar, une œuvre d'entraide qui lutte contre l'inégalité et l'injustice à travers le monde. Solidar est client de Corris depuis dix ans. « Disons que c'est un canal qui nous permet de toucher les gens d'une manière très différente. On peut avoir un échange direct dans la rue, ce qui n'est pas forcément le cas avec les outils digitaux que l'on a actuellement. »

## PRESSEPORTAL

### Solidar Suisse met les milliardaires au défi en Suisse

Presseportal, 25.11.2022

Le 25 novembre, le magazine Bilan a publié son classement des « 300 plus riches de Suisse ». La fortune de certains milliardaires s'accroît, et, parallèlement, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté connaît une grande accélération. Solidar Suisse alerte sur l'augmentation drastique des inégalités extrêmes et appelle à montrer l'exemple par la solidarité avec sa campagne « Défions les milliardaires » en Suisse.

Selon le classement du magazine Bilan, la fortune des personnes les plus riches en Suisse s'élève aujourd'hui à 820,975 milliards de francs. Les effets catastrophiques de la pandémie de coronavirus, de la guerre ou du changement climatique ont un faible impact sur les plus riches, alors que cette année, selon l'organisation Oxfam, 263 millions de personnes supplémentaires dans le monde risquent de tomber dans l'extrême pauvreté.

## S'ENGAGER

Luttez avec nous pour un monde équitable. Vous avez à cet effet de nombreuses possibilités, à petite ou à grande échelle. Voici quelques exemples concrets.

### Quiz sur le classement des communes de Solidar !

Savez-vous combien les pouvoirs publics dépendent chaque année en Suisse en biens et services ? Et quelles sont les communes exemplaires en matière de durabilité ? Cette année encore, Solidar évalue la manière dont les communes suisses assument leurs responsabilités dans ce domaine.



**VERS LE QUIZ**  
solidar.ch/fr/quiz

### Adhérez à Solidar !

Souhaitez-vous participer à la gouvernance de Solidar Suisse ? Lors de l'assemblée générale, l'adhésion à Solidar vous donne un aperçu exclusif des projets en faveur d'un monde équitable et vous permet de participer aux décisions les plus importantes. Profitez ! Notre AG aura lieu le 25 mai au Volkshaus de Zurich. Devenez membre et nous serons heureux·euses de vous envoyer une invitation.



**PARTICIPER**  
solidar.ch/fr/devenir-membre

### Donnez une heure de votre salaire

Solidar Suisse se bat en Asie du Sud-Est contre l'exploitation et les inégalités sociales extrêmes au détriment des travailleur·euse·s. Votre soutien nous permet de dénoncer ces situations insoutenables tout en œuvrant pour la protection, les droits et la dignité de ces femmes et de ces hommes. Faisons front ensemble maintenant contre les inégalités extrêmes !



**DONS**  
solidar.ch/fr/agir/don-dune-heure-de-salaire

**ENSEMBLE**

## IMPRESSUM

**Éditeur** Solidar Suisse, Quellenstrasse 31, 8005 Zurich, tél. 021 601 21 61, e-mail : contact@solidar.ch, www.solidar.ch CP 10-14739-9 Lausanne  
Membre du réseau européen Solidar  
**Rédaction** Katja Schurter (rédactrice responsable), Christian von Allmen, Benjamin Gross, Sylvie Kipfer, Cyrill Rogger

**Layout** artischock.net  
**Traduction** Katja Schurter, Anne Walder Pfyffer  
**Correction** Jeannine Horni, Catherine Vallat  
**Impression et expédition** Mattenbach AG, Technoramstrasse 19, 8404 Winterthur  
Paraît quatre fois par an. Tirage : 37 000 ex. Le prix de l'abonnement est compris dans la

cotisation (membres individuels 70.– par an minimum, organisations 250.– minimum). Imprimé sur papier recyclé et respectueux de l'environnement.

**Dernière page** Déblayage dans le marché détruit de Shevchenkowe, à l'est de l'Ukraine. Photo : Sofija Gatilova/Reuters

**TEMO**  
CERTIFIÉ  
VOTRE DON EN  
BONNES MAINS.



## Solidar apporte son aide en Ukraine

Grâce à votre don, Solidar Suisse est intervenue immédiatement après le début de la guerre en Ukraine et a fourni des produits de première nécessité à des dizaines de milliers de personnes ayant fui en Roumanie. De même, le soutien psychosocial et les paiements en espèces que nous offrons actuellement aux déplacé-e-s internes ne seraient pas possibles sans votre solidarité.

**Nous vous remercions très chaleureusement !**



[solidar.ch/fr/ukraine](https://solidar.ch/fr/ukraine)

**MERCI!**